

## L'ETAT PATRON

A peu près seuls dans le mouvement ouvrier, les syndicalistes révolutionnaires - et en cela ils témoignaient de leur solide filiation libertaire - ont toujours mis en garde les travailleurs contre le danger que représentait l'Etat, sous ses diverses apparences et en ses diverses fonctions.

Contrairement aux partis politiques qui en général préconisaient, et préconisent, d'utiliser l'appareil d'Etat pour remplacer les classes dominantes - oligarchie, bourgeoisie - et de confier à l'Etat la propriété des usines, ateliers, entreprises, services publics, après avoir exproprié les individus, groupements et sociétés qui les possèdent. Les syndicalistes libertaires ont préféré la gestion directe par les travailleurs, et sur cette base la construction d'organisations de plus en plus étoffées, pour assurer la production, les échanges, et régler les problèmes de la distribution. La plupart des partis, tout en se réclamant de la classe ouvrière et en promettant que leurs tactiques permettraient d'aboutir à la création d'une société de travailleurs, sans appareil d'Etat, ont préconisé la conquête de l'Etat, source et garantie de pouvoir, à partir duquel l'œuvre révolutionnaire pourrait être planifiée.

Les anarcho-syndicalistes, poursuivant en cela une tendance constante de la pratique ouvrière et des essais de théorisation qui l'accompagnaient - Bakounine, Proudhon, Malatesta -, affirmaient que si l'on voulait bâtir une société de travailleurs libres, il fallait commencer par ébaucher cette société, à partir d'organisations syndicales, de comités d'usines, de coopératives, par l'apprentissage des méthodes de démocratie et de fédéralisme, éliminant la bureaucratie ou empêchant sa création, rendant inutile le centralisme toujours associé à l'oppression, qu'elle fut monarchique, jacobine, impériale ou, plus tard fasciste.

L'Etat était instrument aux mains des privilégiés, outil destiné à maintenir les exploités dans leur situation d'infériorité, pour les mater en cas de révolte, pour les contraindre à la production, ou les mobiliser pour la guerre. L'Etat était police, armée, tribunal, prison, impôts. Croire que cette machine pouvait être mise au service de la révolution prolétarienne et assurer son triomphe, en plaçant à la tête de ses services des dirigeants bien intentionnés semblait illusoire et lourd de périls.

L'expérience démontra hélas que ces craintes étaient fondées. L'Etat reconstruit par les bolcheviks dans la douleur et le sacrifice plaça finalement la Russie sous la poigne d'un Staline que ses admirateurs d'hier n'osent même plus reconnaître. Des dizaines de millions de travailleurs, ouvriers et paysans, intellectuels, opposants vrais ou supposés moururent dans des camps de concentration, où ils servaient de main d'œuvre presque gratuite, jusqu'à épuisement de leurs forces physiques, jusqu'à leur mort.

Sous une forme moins brutale, d'autres expériences de contrôle, de conquête ou d'occupation du pouvoir d'Etat - en Allemagne, en pays de l'Est européen, en régions «sous développées» passées à l'état de nations indépendantes, en Amérique latine ont abouti soit au maintien de l'exploitation capitaliste, sans modification profonde de la condition ouvrière, soit à son remplacement par des formes d'exploitation plus systématiques, mais en aucune époque, en aucun lieu ces expériences n'ont donné naissance à une société pouvant être présentée comme gérée par et pour les travailleurs. Par contre, la montée d'une classe dirigeante nouvelle, se confondant avec le pouvoir et les administrations d'Etat est devenue évidente.

Or là aussi, accompagnant les prévisions et les ultérieures vérifications des libertaires, il y a lieu de reconnaître que l'Etat d'hier s'est transformé, et que sa nature s'est modifiée, En bref, il n'est plus seulement et essentiellement instrument, mais aussi, et de plus en plus, moteur.

Sur le plan économique, il a pris l'initiative, dans de nombreux pays, de grands travaux qui ont fourni

l'infrastructure indispensable au développement industriel et à la formation d'une société moderne. Réseaux routiers, mise en valeur des ressources hydroélectriques, inventaire et exploitation des mines et hydrocarbures, organisation d'un système portuaire sont des réalisations qui ont permis l'essor économique, caractérisé finalement par une relative abondance des produits et par un renouvellement rapide et constant des moyens de production.

Cela, bien souvent à partir de projets dont l'opinion publique n'a été informée qu'après coup, et dont l'adoption et la réalisation n'ont que rarement fait l'objet de débats publics ou parlementaires. C'est ainsi que les Plans français d'après guerre (celle de 39-45) n'ont jamais été examinés par la Chambre ou le Sénat. C'est l'œuvre de techniciens de haut niveau ou, si l'on préfère ce mot, de technocrates.

Phénomène qui trouve son pendant dans une série de mesures qui donnent aux grandes administrations publiques des pouvoirs et une présence qui en font des facteurs décisifs de la vie économique. On a trop tendance à oublier que l'électricité, le gaz, les chemins de fer, une grande partie du circuit bancaire et de crédit, voire d'entreprises importantes comme Renault, sont du domaine public. C'est-à-dire, théoriquement, propriété de tous. En fait, gérées par un personnel qui ne relève pas du capitalisme classique.

Bien entendu, là où une bourgeoisie active se manifeste, et qu'elle dispose directement ou indirectement des grands moyens d'information, de pression et de manipulation politiques, le secteur étatisé correspond fréquemment à des activités utiles à cette même bourgeoisie. Les services publics seront à la disposition des intérêts privés et répondront en grande partie à leurs besoins. On verra même des services comme les P.T.T. perdre leur équilibre et leur efficacité parce que employés exagérément pour les campagnes publicitaires ou les besoins des entreprises commerciales.

Mais ce serait une erreur de ne voir dans le secteur économique d'Etat qu'un simple instrument manipulé par le patronat et par les établissements financiers privés. Une relative autonomie le protège et, plus encore, ses cadres dirigeants possèdent des vues et recherchent des orientations qui ne correspondent pas nécessairement avec celles de la bourgeoisie possédante. Le pouvoir gestionnaire des grands commis d'Etat, le poids des administrations techniques, une certaine volonté de puissance de la part des cadres «publics» se manifestent en dehors et parfois contre le «laisser faire» et l'expansion brouillonne des capitalistes d'ancien style. Cette tendance à l'indépendance se couvre de formules idéologiques, les unes que l'on a coutume de classer à droite, les autres plus communément désignées comme appartenant à la gauche et qui, au nom d'un socialisme réduit à l'étatisation de l'économie, cherchent à donner à une classe dirigeante basant son autorité sur la fonction, un rôle décisif.

Des exemples illustrant ces tendances peuvent être aisément trouvés en France, dans toute l'Europe Occidentale, dans les nations récemment émancipées politiquement d'Afrique ou du Moyen Orient, comme dans les républiques latino-américaines. Mais il faut se méfier des généralisations hâtives, car chaque phénomène possède des caractéristiques propres.

Si, en Europe de l'Ouest la prolifération des «cols blancs» suit le développement économique et la marche vers une société industrielle ou post-industrielle, dans les pays dits neufs, la classe des intellectuels cherchant le pouvoir ou en disposant précède la révolution industrielle, et dans son combat pour se maintenir ou gagner un rôle dirigeant voit dans l'Etat son appareil de puissance, le lieu de rassemblement et de distribution de ses diverses composantes et, sur le plan des «idées», son justificatif.

De même, il faut prendre garde à classer trop rapidement des mouvements ou des formes de pouvoir au gré des étiquettes anciennes. Mieux vaut les apprécier par rapport à leurs actes, et notamment par rapport à ceux qui touchent les problèmes de hiérarchie sociale, du statut des travailleurs, de leur participation effective, responsable, à l'organisation de la société dans laquelle ils vivent. Si l'on suit ce critère, et non jonglerie des propagandes, des surprises nous attendent.

Où classer le «péronisme», appelé aussi «justicialisme», et qui, après avoir mis au pas les mouvements ouvriers d'action directe, a dressé un appareil ouvrier «vertical», commandé par en haut, avec affiliation obligatoire et cotisations retenues sur la feuille de paie, seul à bénéficier de la reconnaissance légale, disposant d'une armée de fonctionnaires syndicaux dépendant du pouvoir plus que de leurs mandants?

Ce qui mettra tout le monde d'accord, c'est qu'il s'agit de la main-mise par l'Etat sur la puissance ouvrière, par le truchement de la C.G.T. argentine. Ce n'est pas par hasard qu'un leader péroniste comme Taccone, dirigeant du puissant syndicat de l'Energie - Luz y Fuerza - a survécu à tous les changements de régime - et ce fut un véritable défilé, de 1955 à 1974 - et est devenu le «patron» d'une des grandes entreprises hydroélectriques, propriété d'Etat. Leader ouvrier ou membre à part entière de la nouvelle classe?

Que dire du régime nassérien, révolutionnaire certes, en ce sens qu'il a balayé la ploutocratie égyptienne et rompu les liens avec l'impérialisme britannique. Socialiste Fasciste? Sa machine militaire, qui maintient une solidarité de corps, n'est-elle pas plutôt l'expression résumée des «disponibles» - ni grands propriétaires, ni capitalistes, ni prolétaires - qui forment la classe dirigeante nouvelle?

Dans quel cadre inscrire le phénomène que constitue la Junte militaire péruvienne, anti-oligarchique, anti-impérialiste, à la recherche frénétique d'une base populaire, se faisant conseiller par des militants socialistes révolutionnaires, d'anciens chefs de guerrilla, des théoriciens de formation marxistes? Ou encore comment qualifier la nature d'un certain nombre de républiques africaines, où les «évolués», nantis de diplômes ou sortis des rangs de l'armée - coloniale et colonialiste - représentent la catégorie sociale dominante, sans pour autant perdre entièrement leurs liens de solidarité ethnique ou tribale?

La seule caractéristique commune porte sur l'essentiel: un pouvoir exécutif fort, basé sur le glaive le plus souvent, disposant d'un «domaine socialisé» prépondérant. Pour tous, le grand problème est de trouver un système de mobilisation de la main d'oeuvre, et d'asseoir le régime sur un corps discipliné de gérants et d'administrateurs. Il est significatif par exemple que le général Mobutu, Président du Zaïre, ex-Congo belge, rapporte de son voyage en Chine une seule leçon: *«Quelle extraordinaire méthode d'encadrement des travailleurs! Quelle magnifique organisation de la production!»*.

Nous avons donc ainsi, confluant vers un même type de structure de société, bien que les niveaux de vie, les capacités productives, le revenu national accusent des différences énormes, divers courants qui débouchent tous sur un Etat-propriétaire, entrepreneur et gestionnaire, sur un Etat-classe.

Dans les sociétés industrielles ou post-industrielles, un secteur tertiaire - fonctionnaires, cols blancs, managers - s'impose comme l'organisateur de la production, comme l'animateur de la guerre économique - qui est la condition du développement -, comme le rassembleur de main d'oeuvre, et tend à éliminer ou à réduire l'influence des groupes privés privilégiés.

Dans les entreprises d'une certaine taille, l'administrateur et le technicien ont tendance à vouloir supplanter le patron traditionnel, propriétaire et animateur personnel de la manufacture ou de l'usine.

D'autre part, les exigences de la concurrence sur le plan international font que les exportateurs demandent à l'Etat aide, protection, crédits, facilités diverses.

Progressivement l'ampleur des centres de production, la complexité des fabrications, l'importance que prennent certaines industries dans la vie nationale poussent l'Etat à intervenir quand les intérêts privés manquent de souffle ou, par incompetence ou par manque de moyens financiers suffisants, mettent en péril des branches industrielles essentielles.

Ces diverses poussées contribuent à donner à l'Etat une importance et des prérogatives accrues, en même temps que son personnel s'accroît et que ses administrations managériales recrutent le même type de cadres que celui dont s'entourent les secteurs capitaines classiques.

Il y a plus. La spécialisation de plus en plus poussée du salarié manuel, le caractère interchangeable des éléments de main d'oeuvre - le meilleur élément étant celui qui s'adapte en un temps minimum à toute nouvelle technique de production, à tout nouveau type de machine, et qui accepte de changer de lieu de travail sans obstacle - entraîne chez le travailleur un besoin accru de sécurité, de garanties légales, de protection, soit par la législation sociale, soit par des organisations syndicales, elles-mêmes bien introduites, sinon intégrées, dans les services de l'Etat.

Sur le plan politique, la plupart des combats, campagnes, élections ou assauts directs visent quasi

exclusivement la conquête de l'Etat. Le soin autrefois apporté à la création des groupes et cellules de base, comme forces motrices de la vie du parti, a tendance à disparaître, au bénéfice de ces mêmes organisations de base considérées comme des machines à répéter et à reproduire. Les grands partis cherchent certes à s'implanter dans tous les milieux et en tous lieux, mais ce n'est point tant pour donner vie à ces foyers que pour s'en servir comme caisses de résonance pour leur propagande et comme troupes pour la manoeuvre.

Ainsi donc, en dépit de la longue tradition bourgeoise qui fait de l'Etat un policier, un juge, un militaire et un collecteur d'impôts, la tendance marquante de notre époque, même dans les sociétés classées comme typiquement «libre entreprise», est d'enrichir l'appareil d'Etat de fonctions nouvelles, celles de détenteur de moyens de production, de créateur de complexes industriels, de planificateur des activités économiques nationales étant les plus marquantes.

Le sens et l'importance de la mutation sont en grande partie masquées par le poids du passé, la persistance et le renouvellement de l'initiative privée, le maintien d'un important secteur de bourgeoisie commerçante, petite et grande, et aussi par la tradition d'action directe de certaines catégories de travailleurs. La diversité des organisations syndicales entretient l'illusion d'un possible choix entre les méthodes et les objectifs, ainsi que la coloration révolutionnaire que les partis de gauche donnent à leur programme de renforcement de l'Etat. Du moins dans les pays d'Europe occidentale.

Une fois encore, il suffit de constater les différences qui existent entre les buts que pouvait - audacieusement mais logiquement - se donner un mouvement ouvrier au début du XIX<sup>e</sup> siècle: expropriation générale, pouvoir économique aux syndicats, abolition de l'Etat-gendarme - et ceux des organisations qui se réclament par habitude, tactique ou paresse mentale - de la classe ouvrière, présentent actuellement nationalisations, le pouvoir réel aux organismes de type technocratique, l'Etat grand patron.

Pour ce qui est des nations dites du Tiers-Monde, c'est-à-dire toutes celles qui n'ont pas réalisé leur révolution industrielle ou réuni les conditions du «décollage», le phénomène est évident.

Ce renforcement des pouvoirs et des fonctions de l'Etat, cette cristallisation d'une classe dirigeante nouvelle par et dans l'Etat soulève des problèmes qui sont évidemment d'une nature nouvelle. Des problèmes qui peuvent être classés en deux grandes catégories: ceux qui découlent de la résistance, des réactions des «bases» manipulées, mobilisées, de plus en plus anonymes et transformées en simples objets. Et ceux qui sont posés par la supériorité des moyens, et le caractère a-national de certains grands groupements industriels et financiers, par rapport aux capacités limitées des Etats de petite et moyenne dimensions.

En d'autres termes, la mise au pas, ou la mise en condition de la masse de main d'oeuvre salariée par une classe-Etat qui dépend des dimensions et des ressources du territoire national, apparaît déjà comme insuffisante, quelles que soient la vigueur et l'efficacité des méthodes employées. Car la capacité, les moyens, le comportement des sociétés multi ou pluri-nationales - ou la politique des Super-Grands - rendent ces mesures de mobilisation à proprement parler ridicules. Autrement dit, l'ère du nationalisme, malgré l'effervescence des passions nationalistes de par le monde, est dépassée.

Pendant plusieurs siècles, les grandes compagnies commerciales, puis les sociétés qui vendaient au loin une production déjà élaborée, en échange de matières premières ou de produits naturels, ont bénéficié de l'appui, de la complicité, du soutien, de la protection de l'Etat. Compagnies hollandaises en Amérique et en Extrême Orient, compagnies anglaises en Inde et sur le Nouveau Continent, compagnies portugaises, françaises, danoises, toutes avaient un Etat derrière elles. Aujourd'hui, il demeure des traces de cette époque. Mais depuis peu il s'est produit un changement fondamental dans les relations entre mastodontes financiers et commerciaux d'une part, clients et fournisseurs d'autre part. Un changement qui est de nature.

Plusieurs groupes d'investissements financiers opèrent à partir de capitaux sans patrie. Lesquels cherchent à se placer dans les conditions les meilleures, sans autres soucis que celui du plus haut rendement et celui de la sécurité maximum. Avec un parfait dédain pour les théories portant sur la «libre

entreprise» et sa défense. Ou sur l'utilité pour l'humanité des productions qu'ils suscitent ou favorisent. Il s'agit d'argent, de gros argent, qui cherche à faire des petits.

Ce ne sera plus le système ancien qui consistait, pour un capitaliste, à fonder une entreprise à Java ou au Pérou, et dont la propriété reviendrait à ses héritiers, passant de génération en génération. Désormais, c'est la vente d'une usine, clé sur la porte, à un groupe local, si possible garanti par l'Etat, et bien mieux à l'Etat lui-même, si bien qu'il n'y aura aucune nécessité de nationaliser l'entreprise. Ce qui doit être payé, c'est le crédit, la construction, la technologie, le savoir-faire. D'où un contrat qui ne laisse que peu de points obscurs ou qu'une marge d'interprétation très limitée, à l'un ou à l'autre des signataires.

Ce qui est nouveau, c'est que ces compagnies financières ne sont plus estampillées par un Etat, mais sont ou s'estiment suffisamment puissantes pour se passer d'un Etat qui serait leur répondant et garant. Par contre, leur agilité dans le choix du lieu et du type d'entreprise les place dans une position de supériorité par rapport à l'Etat client. Si les autorités tunisiennes ne sont pas intéressées par les termes d'un projet, le gouvernement espagnol sera peut-être enchanté de bénéficier d'une implantation qui signifiera activité et utilisation de main d'œuvre. Ou le régime grec, ou l'Etat belge. Question de marchés, de transports, de proximité des matières premières.

Découverte récente aussi, sur un autre plan, de l'incapacité des entreprises moyennes, limitées à un marché national, à résister aux assauts d'une société multinationale disposant de tous les services qui lui permettent de voir grand et loin, internationalement, et de dépasser en capacité technique, en effort de recherche, en trouvailles de pointe. C'est rapidement l'absorption, plus ou moins déguisée. Ou plus simplement l'interpénétration des diverses compagnies, se partageant les marchés, s'unissant pour financer les tâches d'intérêt commun, se groupant pour mieux se défendre, et toujours perdant - partiellement ou totalement - leur caractère national, et se dégageant de leur dépendance envers l'Etat sur le territoire duquel elles fonctionnent.

Même les empires ne peuvent toujours résister à la pression de l'internationalisation, encore qu'ils veillent, par nécessité d'autodéfense - par instinct de conservation de leur classe dirigeante - à ce que l'Etat coordinateur ne se dilue et ne s'affaiblisse par relâchement de la discipline. Que signifie l'Europe unie, si ce n'est la conséquence d'une commune constatation de chacun des pays : l'insuffisance de leur territoire, leur relative faiblesse par rapport aux Grands.

L'autre résistance, qui ne va pas encore jusqu'à l'essai de dépassement, c'est la classe ouvrière qui l'offre. Rarement de façon consciente, plutôt passivement que par volonté de combat. Elle ne retrouve ses espoirs, elle ne ressuscite ses utopies qu'en périodes de grande crise, quand le ronronnement du quotidien se trouve rompu et quand l'absurdité de sa condition, et de son acceptation, apparaissent évidentes.

Plus prosaïquement, mais avec une efficacité qui assure un minimum d'humanité, et garantit à l'individu comme au groupe d'atelier une certaine indépendance, en même temps qu'une relative capacité de marchandage, se manifeste la lutte incessante pour réduire la productivité. Autrement dit, en dehors des accords, contrats ou règlements, ou malgré eux, le travailleur s'efforce de ne fournir que le minimum d'effort en échange du maximum de salaire. Forme primitive, mais essentielle, du combat, et qui, en pratique, tend à rétablir un certain équilibre entre exigences du donneur de travail et rendement du preneur. Cela comme loi non écrite du comportement de l'exploité.

**Louis MERCIER-VEGA**